



**PARLEMENT BRUXELLOIS  
BRUSSELS PARLEMENT**

**Compte rendu intégral  
des interpellations  
et des questions**

---

**Commission des  
affaires intérieures,**

**chargée des pouvoirs locaux,  
de la sécurité et de la prévention,  
des cultes, de la simplification  
administrative, du transport rémunéré de  
personnes et de la lutte contre l'incendie et  
l'aide médicale urgente**

---

**RÉUNION DU**

**MARDI 20 AVRIL 2021**

---

**SESSION 2020-2021**

---

**Integraal verslag  
van de interpellaties  
en de vragen**

---

**Commissie voor de  
Binnenlandse Zaken,**

**belast met de Plaatselijke Besturen,  
de Veiligheid en Preventie, de Erediensten,  
de Administratieve Vereenvoudiging,  
het Bezoldigd Vervoer van Personen  
en de Brandbestrijding en  
Dringende Medische Hulp**

---

**VERGADERING VAN**

**DINSDAG 20 APRIL 2021**

---

**ZITTING 2020-2021**

---

---

Le **compte rendu intégral** contient le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions - *imprimées en italique* - sont publiées sous la responsabilité de la direction des comptes rendus. La traduction est un résumé.

Publication éditée par le  
Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale  
Direction des comptes rendus  
Tél. : 02 549 68 02  
E-mail : [criv@parlement.brussels](mailto:criv@parlement.brussels)

Les comptes rendus peuvent être consultés à l'adresse [www.parlement.brussels](http://www.parlement.brussels)

Het **integraal verslag** bevat de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling - *cursief gedrukt* - verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de directie Verslaggeving. De vertaling is een samenvatting.

Publicatie uitgegeven door het  
Brussels Hoofdstedelijk Parlement  
Directie Verslaggeving  
Tel. 02 549 68 02  
E-mail [criv@parlement.brussels](mailto:criv@parlement.brussels)

De verslagen kunnen geraadpleegd worden op [www.parlement.brussels](http://www.parlement.brussels)

## SOMMAIRE

Demande d'explications de M. Jamal Ikazban 1

à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente,

concernant "le manque d'une unité de protection civile à Bruxelles et les actions de la task force bruxelloise pour y remédier".

Discussion – Orateurs :

M. Jamal Ikazban (PS)

M. Sadik Köksal (DéFI)

M. Pascal Smet, secrétaire d'État

Question orale de M. Emmanuel De Bock 6

à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente,

concernant "l'incendie de la gare-entrepôt de la Gare d'Uccle Calevoet".

Demande d'explications de Mme Leila Agic 9

à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente,

concernant "les discriminations et insultes sexistes que subissent les pompières".

## INHOUD

Vraag om uitleg van de heer Jamal Ikazban 1

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

betreffende "het gebrek aan een civiele beschermingseenheid in Brussel en de acties van de task force om dit te verhelpen".

Bespreking – Sprekers:

De heer Jamal Ikazban (PS)

De heer Sadik Köksal (DéFI)

De heer Pascal Smet, staatssecretaris

Mondelinge vraag van de heer Emmanuel De Bock 6

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

betreffende "de brand in de opslagplaats van het station Ukkel-Kalevoet".

Vraag om uitleg van mevrouw Leila Agic 9

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

betreffende "discriminatie en seksistische beledigingen gericht tegen brandweervrouwen".

---

Demande d'explications jointe de M. Hicham Talhi, concernant "la diversité de genre au Siamu".	10	Toegevoegde vraag om uitleg van de heer Hicham Talhi, betreffende "de genderdiversiteit bij de DBDMH".	10
Discussion conjointe – Orateurs :		Samengevoegde bespreking – Sprekers:	
Mme Leila Agic (PS)		Mevrouw Leila Agic (PS)	
M. Hicham Talhi (Ecolo)		De heer Hicham Talhi (Ecolo)	
M. Pascal Smet, secrétaire d'État		De heer Pascal Smet, staatssecretaris	
M. Jamal Ikazban (PS)		De heer Jamal Ikazban (PS)	

101 Présidence : M. Guy Vanhengel, président.

Voorzitterschap: de heer Guy Vanhengel, voorzitter.

105 **DEMANDE D'EXPLICATIONS DE M. JAMAL IKAZBAN**  
105 **à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de**  
**Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine,**  
**des relations européennes et internationales, du commerce**  
**extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale**  
**urgente,**

**VRAAG OM UITLEG VAN DE HEER JAMAL IKAZBAN**  
**aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het**  
**Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw**  
**en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen,**  
**Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende**  
**Medische Hulp,**

105 **concernant "le manque d'une unité de protection civile à**  
**Bruxelles et les actions de la task force bruxelloise pour y**  
**remédier".**

**betreffende "het gebrek aan een civiele beschermingseenheid**  
**in Brussel en de acties van de task force om dit te verhelpen".**

107 **M. Jamal Ikazban (PS).**- Souffrant déjà d'un sous-financement  
significatif, les zones de secours ont été encore plus durement  
touchées par la pandémie et, si le pouvoir fédéral a octroyé deux  
fois 12.000 euros pour la mise en service d'ambulances destinées  
aux patients infectés, la baisse du nombre de cas a conduit à leur  
suppression.

**De heer Jamal Ikazban (PS)** (in het Frans).- *De federale*  
*hervorming van de civiele bescherming maakt dat er op termijn*  
*alleen nog de kazernes in Crisnée en Brasschaat overblijven. De*  
*hervorming heeft negatieve gevolgen voor het Brussels Gewest*  
*en de openbare eerstelijnsdiensten in het bijzonder.*

Le montant de 60 euros reçu par course - en temps normal, une  
course revient à 200 euros - est clairement insuffisant. En outre,  
la prise en charge des patients atteints du Covid-19 nécessite  
l'utilisation de matériel de protection spécifique par le personnel,  
auquel il faut ajouter des frais de désinfection.

À ce propos, l'armée a mobilisé 1.500 militaires pour l'aide aux  
maisons de repos et aux hôpitaux, mais aussi pour la désinfection  
des ambulances. Ainsi, l'esplanade du Cinquantenaire est venue  
s'ajouter à deux autres lieux de désinfection, avec deux équipes  
de quatre militaires qui se relaient 24 heures sur 24 pour  
désinfecter les ambulanciers et leurs véhicules après le transport  
de personnes contaminées par le Covid-19.

L'épidémie n'a fait qu'aggraver le sous-financement du secteur  
et nous ramène en 2015, lorsque le gouvernement fédéral avait  
promis de payer 50 % de la facture lors de la création des zones  
de secours. C'est à coups de solidarité et de débrouillardise que  
les zones de secours s'organisent avec l'aide des communes et  
autres secteurs bruxellois.

Quand j'entends la ministre fédérale de l'intérieur déclarer à  
l'Université de Gand vouloir faire de la Région de Bruxelles-  
Capitale une sous-Région gérée par les autres, je suis très  
remonté et étonné. En effet, sous la législature précédente, tout  
a été fait pour sacrifier Bruxelles en la privant notamment d'une  
unité de protection civile. Mme Verlinden n'a donc rien à envier  
à son prédécesseur, M. Jambon. Il faut lui rappeler, à elle aussi,  
que Bruxelles est une Région à part entière au rayonnement  
international, qui mérite mieux que des gesticulations et des  
slogans.

Pour rappel, la réforme fédérale de la protection civile, exécutée  
par plusieurs arrêtés royaux, prive Bruxelles et sa périphérie  
d'une caserne de protection civile. Seules deux casernes de  
protection civile sont prévues : à Crisnée (Liège), en bordure de  
la Région flamande, et à Brasschaat, près d'Anvers. Je l'avais

dénoncé à l'époque : en éloignant les moyens d'appui dont le Service d'incendie et d'aide médicale urgente (Siamu) pourrait disposer dans ses missions, cette réforme fédérale a touché négativement la Région bruxelloise, ses services publics de première ligne impliqués dans la sécurité civile, les usagers et les habitants de Bruxelles.

<sup>109</sup> Il est crucial que le caractère particulier et symbolique de la Région de Bruxelles-Capitale soit pris en compte lors de l'installation des unités opérationnelles de protection civile. On ne peut pas faire fi du caractère particulier de Bruxelles, capitale européenne accueillant des institutions tant internationales que régionales.

La Région bruxelloise doit disposer de moyens spécifiques localisés sur ou à proximité immédiate de son territoire. Ceci jouera un rôle primordial dans le facteur temps, notamment en cas d'attaque chimique, ce qui a bien été mis en évidence par la commission d'enquête de la Chambre des représentants sur les attentats terroristes.

Le plan global de sécurité et de prévention (PGSP) 2021-2024 rappelle toute l'importance du centre de crise régional bruxellois dans la gestion simultanée et intégrée des différents opérateurs de sécurité de la Région de Bruxelles-Capitale. Il était dès lors incompréhensible de la part du gouvernement fédéral de refuser qu'une unité de protection civile soit implantée à Bruxelles, en prétextant le coût budgétaire au détriment de la sécurité de nos citoyens.

Pour le groupe PS, cette situation n'est plus acceptable et il importe d'y remédier. Face à l'éloignement des moyens d'appui pour venir en aide au Siamu, le précédent gouvernement bruxellois avait saisi le Comité de concertation pour mettre en place une task force chargée d'en étudier l'impact éventuel pour Bruxelles-Capitale et de prévoir un phasage, le cas échéant, afin de régler correctement ces conséquences. Cette task force interfédérale se réunit-elle encore ? Quel est l'état d'avancement de ce dossier ?

Qu'en est-il de l'exécution de l'arrêté déterminant la répartition des missions entre les zones de secours - y compris le Siamu - et la protection civile ?

Plusieurs communes bruxelloises avaient introduit une requête en annulation à la suite de l'arrêté fédéral concernant Bruxelles et fixant l'implantation des unités opérationnelles de protection civile. Qu'en est-il de cet arrêté aujourd'hui ?

La conférence interministérielle (CIM) de l'intérieur s'est-elle penchée sur la question de l'urgence d'implanter une unité de protection civile à Bruxelles ?

Quelles actions avez-vous mises en place afin de faire pression auprès du gouvernement fédéral pour remédier à cette absence de zone de protection civile à Bruxelles, qui met nos citoyens en danger ?

*Het Brussels Gewest moet over specifieke middelen beschikken die zich op of in de onmiddellijke omgeving van zijn grondgebied bevinden.*

*Het Globaal Veiligheids- en Preventieplan (GVPP) 2021-2024 wijst op het belang van het Brussels Gewestelijk Crisiscentrum bij de geïntegreerde aansturing van de veiligheidsinstanties in het Brussels Gewest. Het is dan ook onbegrijpelijk dat de federale regering hier geen civielebeschermingseenheid wil onderbrengen.*

*De PS-fractie vindt de toestand niet langer aanvaardbaar. De vorige regering had het probleem in het Overlegcomité ter sprake gebracht, wat aanleiding gaf tot de oprichting van een werkgroep die de impact voor Brussel in kaart moest brengen en een faseplan moest uitwerken om de gevolgen te beperken. Komt die federale werkgroep nog samen?*

*Hoe zit het met het uitvoeringsbesluit dat de opdrachten onder de hulpzones en de civiele bescherming verdeelt?*

*Hoe zit het met het verzoekschrift tot nietigverklaring dat meerdere Brusselse gemeenten hebben ingediend?*

*Heeft de interministeriële conferentie Binnenlandse Zaken zich over de dringende oprichting van een civielebeschermingseenheid in Brussel gebogen?*

*Hoe oefent u druk uit op de federale regering om in Brussel zo'n eenheid op te richten?*

113 **M. Sadik Köksal (DéFI).**- La question de M. Ikazban nous permet de refaire le point sur un dossier sensible et important. La protection civile a été réformée en 2017 par l'ancien ministre, Jan Jambon. Le fait marquant de sa réforme, entrée en vigueur le 1er janvier 2019, est la réduction du nombre d'unités opérationnelles de la protection civile, passées de six à deux : l'une à Brasschaat, la ville de M. Jambon, en province d'Anvers, et l'autre à Crisnée. Le délai d'intervention serait désormais d'une heure, au lieu d'une demi-heure lorsqu'une unité était basée à Liedekerke.

Il a été décidé qu'en première instance, l'unité de Crisnée serait responsable pour la Région bruxelloise, même si celle de Brasschaat est toujours habilitée à y intervenir. Il faut être conscient de ce que cela représente. En cours de crise, une vie peut être sauvée chaque minute, chaque seconde. Le doublement du délai d'intervention ne me paraît pas opportun.

115 Selon la haute fonctionnaire, la diminution des unités de protection civile n'aurait pas affecté la qualité de leurs interventions en période de crise du Covid-19. Qu'en est-il du délai d'intervention, qui est passé de 30 minutes à près d'une heure aujourd'hui ? Quel constat peut-on faire à la suite de la réduction du nombre de centres et des effectifs, qui révèle un déficit opérationnel ?

La réflexion sur la nécessité de disposer d'une caserne de protection civile en Région bruxelloise pour répondre plus efficacement à la crise actuelle, et surtout en cas d'incident de type chimique, biologique, radiologique, nucléaire et explosif (CBRNE), est-elle envisagée ?

M. le ministre-président a rappelé précédemment que l'existence d'une unité de protection civile bruxelloise ne signifie pas que d'autres crises pourraient être plus efficacement maîtrisées. Il a également souligné que la société évolue et, avec elle, le contexte des interventions. Quel serait le choix futur ? Qu'en est-il de son financement ?

La nécessité de redessiner la cartographie et l'organisation de la sécurité civile doit faire l'objet d'une évaluation constante de la part des organes responsables. Pourriez-vous faire le point sur les dernières évaluations et les suites données à celles-ci ?

117 **M. Pascal Smet, secrétaire d'État.**- La réforme de la protection civile a eu pour conséquence le renforcement de la spécialisation des missions et du matériel des unités opérationnelles de la protection civile dans trois domaines :

- CBRNE ;
- search & rescue ;
- et heavy support & crisis management.

Cette réforme a également décidé de la réduction des unités opérationnelles de six à deux unités, implantées à Crisnée et Brasschaat.

**De heer Sadik Köksal (DéFI)** (in het Frans).- Door de hervorming van de civiele bescherming en de sluiting van alle operationele eenheden, behalve die van Brasschaat en Crisnée, bedraagt de interventietijd in Brussel nu een uur in plaats van een half uur.

*In eerste instantie is de eenheid van Crisnée verantwoordelijk voor het Brussels Gewest, al blijft Brasschaat inzetbaar. Bij een crisis tellen de seconden. Een verdubbeling van de interventietijd is geen goed idee.*

*Volgens de hoge ambtenaar heeft de vermindering van het aantal eenheden de interventies in coronatijden niet geschaad. Hoe zit dat dan met de verdubbeling van de interventietijd?*

*Wordt er nagedacht over de nood aan een civielebeschermingseenheid om sneller te kunnen reageren, vooral bij chemische, biologische, radiologische, nucleaire of explosieve incidenten?*

*De minister-president wees er eerder op dat de aanwezigheid van een civielebeschermingseenheid niet betekent dat crisissen efficiënter worden aangepakt. De interventies evolueren mee met de maatschappij. Waarvoor opteert de regering? Welk budget is er beschikbaar? Welke gevolgen worden aan de evaluaties gegeven?*

**De heer Pascal Smet, staatssecretaris** (in het Frans).- De hervorming van de civiele bescherming heeft ertoe geleid dat de operationele eenheden zich in grotere mate hebben kunnen specialiseren in CBRNe, search & rescue en heavy support & crisis management. Het aantal operationele eenheden daalde van zes tot twee.

*Het Brussels Gewest hangt nu af van eenheid Crisnée, waardoor de interventietijd met speciale middelen twee uur bedraagt. Professionele hulpverleners, meer bepaald de brandweer, klagen al sinds de aankondiging van de hervorming dat dat te lang is.*

*De regering heeft de kwestie in het Overlegcomité ter sprake gebracht. Er is een werkgroep opgericht die de impact voor het*

La Région bruxelloise dépend donc désormais de l'unité de protection civile de Crisnée, portant à deux heures environ les délais d'acheminement et de déploiement de ses moyens spécialisés vers la capitale.

Il faut savoir que ces délais ont été, dès l'annonce de la réforme, dénoncés comme trop importants par les professionnels du secours, et notamment par le Siamu, pour limiter les conséquences de tels risques, s'ils survenaient sur le territoire de la Région.

Devant le caractère inacceptable de cet état de fait pour la sécurité des Bruxellois, le gouvernement bruxellois a porté la question devant le Comité de concertation. Une task force a été mise en place, chargée d'étudier l'impact éventuel pour la Région de Bruxelles-Capitale et de prévoir si nécessaire un phasage afin de régler correctement ces conséquences, eu égard à la nouvelle organisation de la protection civile.

Les travaux de cette task force ont mis en lumière les éléments suivants :

- des risques CBRNE spécifiques existent en Région bruxelloise et il convient d'en tenir compte ;

- la répartition des tâches et des missions entre les zones de secours (et le Siamu) et les unités opérationnelles de la protection civile a été déterminée en l'absence d'une doctrine d'intervention et ne prend pas en compte le facteur temps, qui est pourtant une donnée essentielle.

Sur la base de ces constats, le Comité de concertation a confié au groupe de travail fédéral technique existant la mission de poursuivre le développement de la doctrine CBRNE nationale complète en incluant et intégrant en particulier l'étude de la situation spécifique de la Région de Bruxelles-Capitale.

Par la suite, le gouvernement fédéral a décidé d'accorder, en 2019, une augmentation des crédits fédéraux relatifs à la dotation spécifique pour le Siamu, à hauteur de 1,4 million d'euros, pour lui permettre d'acquérir du matériel lui permettant de faire face au risque CBRNE. Une augmentation de 400.000 euros est en outre reconduite chaque année, en principe pour l'amortissement de ce matériel.

Les travaux du groupe de travail technique fédéral sont toujours en cours, et le Siamu, qui y participe, désespère de les voir aboutir.

<sup>119</sup> La Belgique ne dispose donc toujours pas, en 2021, de doctrine nationale CBRNE. Pourtant, celle-ci aurait été sans conteste d'une grande utilité dans la gestion opérationnelle de la crise du Covid-19.

Dans l'intervalle, et pour mieux parer aux deux premières heures d'une intervention CBRNE, le Siamu s'est doté - à la hauteur des crédits reçus de l'autorité fédérale - d'une

*gewest moet onderzoeken en eventueel een faseplan uitwerkt om de gevolgen in goede banen te leiden.*

*De werkgroep kwam tot de bevinding dat in Brussel specifieke CBRNe-risico's bestaan en dat bij de verdeling van taken tussen de hulpzones en de operationele eenheden van de civiele bescherming geen rekening is gehouden met de tijdsfactor.*

*Op basis van die bevindingen heeft het Overlegcomité de federale technische werkgroep de opdracht gegeven om de ontwikkeling van de nationale CBRNe-doctrine voort te zetten en rekening te houden met de bijzondere situatie van het Brussels Gewest.*

*De federale regering besliste daarop in 2019 de federale kredieten voor de specifieke dotatie voor de Brusselse brandweer met 1,4 miljoen euro te verhogen, waardoor die ook CBRNe-interventies aankan. Bovendien wordt er ook jaarlijks 400.000 euro voor de afschrijving van CBRNe-materiaal toegekend.*

*De federale technische werkgroep heeft zijn werk nog niet afgerond.*

*België heeft in 2021 dus nog steeds geen nationale CBRNe-doctrine, die nochtans ook erg van pas had kunnen komen bij de aanpak van de coronacrisis. In afwachting heeft de Brusselse brandweer een CBRNe-procedure uitgewerkt en specifiek materiaal aangekocht.*

*De hervorming van de civiele bescherming werd vooral ingegeven door besparingsdoeleinden. De twee overblijvende eenheden hebben niet meer de middelen om hun taken te*



procédure d'intervention spécifique et de matériel permettant une décontamination d'urgence de la population.

Globalement, la réforme de la protection civile a surtout eu pour préoccupation des économies budgétaires. Les deux unités opérationnelles restantes n'ont plus vraiment les moyens de remplir leurs missions. J'en veux pour preuve l'appel réalisé aux zones de secours au début de la crise du Covid-19.

En décembre 2017, la Région ainsi que certaines communes ont introduit un recours en annulation au Conseil d'État contre l'arrêté royal du 8 octobre 2017 déterminant l'implantation des unités de la protection civile, pour les motifs expliqués plus haut.

Le 11 septembre 2020, le Conseil d'État a jugé ce recours irrecevable, l'acte attaqué ne produisant aucun effet juridique à l'égard des parties requérantes qui n'ont ainsi pas d'intérêt direct à son annulation, n'en étant pas les destinataires. Il n'y a malheureusement aucun recours possible contre un tel arrêt. Il faut regretter cette décision, mais ce recours a permis d'exercer une pression politique sur l'État fédéral et d'obtenir de premiers financements, bien sûr insuffisants, ainsi qu'un engagement à évaluer la réforme.

<sup>121</sup> Un débat, que nous espérons clore en notre faveur, est en cours entre l'État fédéral et la Région bruxelloise sur le financement du Siamu. La question de la récupération des missions de protection civile par le Siamu en fait bien sûr partie.

Au cours des travaux de la task force, la Région de Bruxelles-Capitale a présenté une évaluation des moyens qui devraient être localisés sur son territoire ou à proximité immédiate, pour faire face aux risques CBRNE. Elle a opté pour un poste avancé de la protection civile doté du matériel nécessaire pour réaliser une détection, une analyse et une décontamination de la population en cas d'accident impliquant des mesures de type CBRNE.

Malheureusement, cette proposition n'a pas été jugée réaliste du point de vue financier par l'autorité fédérale, au regard des coûts annuels que la protection civile représentait après la réforme. À défaut de les obtenir de l'État fédéral et tenant compte de la capacité du Siamu à les intégrer, une partie de ces moyens a été reprise dans le programme des besoins de la nouvelle caserne de l'état-major du Siamu, qui est en cours d'élaboration.

Le recours contre l'État fédéral ayant été jugé irrecevable, nous devons régler la question par la dotation du Siamu qui permettra, espérons-nous, la reconnaissance d'un sous-financement de la Région par l'autorité fédérale.

<sup>123</sup> Au niveau politique, je vais proposer au ministre-président, puisque les matières de sécurité sont de son ressort, d'envoyer un courrier au gouvernement fédéral pour rediscuter des balises et pour s'assurer que les engagements pris par le gouvernement précédent soient respectés par la nouvelle ministre de l'intérieur. Il faut aboutir, le plus rapidement possible, à une doctrine nationale opérationnelle en matière de CBRNE.

*vervullen, zo blijkt uit de oproep die de hulpzones bij het begin van de coronacrisis kregen.*

*In december 2017 dienden het gewest en enkele gemeenten een verzoekschrift tot nietigverklaring in bij de Raad van State, dat op 11 september 2020 onontvankelijk is verklaard. Een beroep tegen dat arrest is niet mogelijk. De druk heeft wel een eerste federale financiering opgeleverd, al volstaat die niet, en de belofte om de hervorming te evalueren.*

*We hopen de besprekingen tussen de federale overheid en het Brussels Gewest over de financiering van de Brusselse Brandweer in ons voordeel te beslechten.*

*Het Brussels Gewest heeft de werkgroep laten weten welke middelen op of in de buurt van zijn grondgebied beschikbaar moeten zijn om CBRNe-risico's het hoofd te kunnen bieden. Helaas bestempelde de federale regering het voorstel als financieel onrealistisch. Een deel van de middelen werd daarop opgenomen in het pakket noden voor de nieuw brandweerkazerne.*

*Omdat het beroep tegen de federale overheid onontvankelijk is, moeten we de kwestie via de brandweerdotatie regelen, wat er hopelijk toe leidt dat de federale regering de onderfinanciering van het gewest erkent.*

*Ik zal de minister-president voorstellen om een brief tot de federale regering te richten om de kwestie opnieuw aan te kaarten en om de engagementen van de vorige regering te laten nakomen. Er moet zo snel mogelijk een operationele nationale CBRNe-doctrine komen.*

<sup>125</sup> **M. Jamal Ikazban (PS).**- Il ne nous appartient pas de commenter les décisions de justice mais, comme M. le secrétaire d'État, je m'étonne de l'irrecevabilité de ce recours au Conseil d'État.

Cette réforme allongerait le délai d'intervention ; le secrétaire d'État a même évoqué deux heures. Relevons cependant qu'outre le facteur temps, la spécificité de Bruxelles, la densité de sa population et la présence de nombreuses institutions de toutes sortes, qui augmente les risques et les menaces, sont des éléments déterminants.

Je vous encourage donc, M. le secrétaire d'État, à continuer de revendiquer pour Bruxelles un service de protection civile bien nécessaire.

Pour conclure, nombre de femmes et d'hommes politiques de ce pays critiquent Bruxelles et profitent de chaque occasion pour tailler dans ses budgets. C'est à la Région, avec le Siamu, de pallier ce sous-financement, qui n'a aucune justification réelle. Il faut expliquer à la population que d'aucuns ont préféré régler des questions budgétaires plutôt que celles de la sécurité.

<sup>127</sup> **M. Sadik Köksal (DéFI).**- Comme M. Ikazban, je m'étonne que le Conseil d'État ait jugé le recours irrecevable. J'ai précédemment évoqué le temps nécessaire pour une intervention en ne comptant que la conduite, mais il faut en effet que les équipes se mobilisent et se préparent pour pouvoir rejoindre la capitale. Vous avancez le chiffre de deux heures, qui est énorme : chaque seconde compte pour sauver des vies.

M. le secrétaire d'État, vous nous avez également rappelé que le Siamu avait procédé à des adaptations en interne pour pouvoir remplir une partie de ces missions, en plus de sa mission initiale.

L'avantage aujourd'hui est que la N-VA n'est plus présente au gouvernement fédéral, au contraire, si je ne m'abuse, de Vooruit et de l'Open Vld. Je pense qu'il est possible de sensibiliser davantage le gouvernement fédéral en faveur d'un réel investissement dans l'intérêt de tous les Bruxellois et Bruxelloises, et même au-delà : vers Courtrai et le Hainaut, le délai d'intervention au départ de Brasschaat est encore plus long. Une caserne centralisée au niveau du pays permettrait également des interventions plus rapides dans les autres Régions du pays.

- *L'incident est clos.*

<sup>131</sup> **QUESTION ORALE DE M. EMMANUEL DE BOCK**

<sup>131</sup> à **M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente,**

**De heer Jamal Ikazban (PS)** (in het Frans).- *We moeten ons van commentaar op gerechtelijke beslissingen onthouden, maar het verbaast me dat de Raad van State het beroep onontvankelijk heeft verklaard.*

*Blijft u vooral eisen dat Brussel, die dichtbevolkte regio met zijn vele internationale instellingen, zijn broodnodige civiele bescherming krijgt.*

*Een heleboel politici grijpen elke gelegenheid aan om de budgetten voor Brussel te verminderen. Zij geven voorrang aan begrotingskwesties boven veiligheid.*

**De heer Sadik Köksal (DéFI)** (in het Frans).- *De onontvankelijkheid van het beroep verbaast ook mij.*

*U zei dat de brandweer interne aanpassingen heeft doorgevoerd om een deel van de taken van de civiele bescherming uit te voeren.*

*We hebben nu het voordeel dat de N-VA geen deel meer uitmaakt van de federale regering, waardoor de federale overheid nu misschien bereid is tot echte investeringen in Brussel. Dat is in het belang van het hele land, want Brussel is centraal gelegen en dat staat garant voor snelle interventies.*

- *Het incident is gesloten.*

**MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER EMMANUEL DE BOCK**

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

131 **concernant "l'incendie de la gare-entrepôt de la Gare d'Uccle Calevoet".**

131 **M. Emmanuel De Bock (DéFI).**- Il y a quelques jours, une partie de la gare d'Uccle-Calevoet a subi un important incendie. Il semble que le Service d'incendie et d'aide médicale urgente (Siamu) avait prévenu que le bâtiment risquait de s'effondrer. Il semble par ailleurs que des matériels inflammables y étaient entreposés, concourant à l'alimentation de l'incendie. Plus globalement, un certain nombre de gares bruxelloises sont à l'abandon. Je fais allusion à leurs halls d'accueil et aux annexes de ceux-ci.

Est-il exact que le Siamu avait attiré l'attention sur les risques pour cette gare en particulier ? Disposez-vous du rapport attestant ou infirmant cette information ?

Plus globalement, le Siamu a-t-il analysé les risques que présente l'ensemble des gares bruxelloises ? Quel est l'état des gares en exploitation ? Un risque est-il présent pour les Bruxellois et usagers de ces gares ?

Une procédure de mise en demeure d'entretien des biens à l'abandon dans les gares est-elle en cours ?

Quel est l'impact environnemental d'un tel incendie ? À l'heure où nous luttons contre la pollution, ces incendies, souvent évitables, ont aussi un impact environnemental. Qui assume les coûts de la pollution ainsi générée ? La Région a-t-elle procédé à une évaluation et envisage-t-elle de se retourner contre la SNCB et Infrabel pour ces différents manquements ?

135 **M. Pascal Smet, secrétaire d'État.**- Un rapport de prévention a été établi par le Siamu à la suite d'une demande de la commune d'Uccle. Il s'agissait d'aménager deux locaux de l'ancienne gare de Calevoet, un bâtiment sans étage, pour y abriter un centre de distribution de vivres.

Une visite a eu lieu en décembre 2017. Le chauffage était conforme, l'électricité contrôlée et deux points d'éclairage de sécurité étaient présents, ainsi que des extincteurs. En conséquence, le Siamu a remis un avis favorable. À cette occasion, il a attiré l'attention sur le fait qu'aucune transformation ne pouvait être entamée sans consulter au préalable le service et que le responsable de l'exploitation était tenu de faire exécuter divers contrôles périodiques.

En effet, le matériel pour la lutte contre l'incendie et les installations de chauffage doivent être vérifiés complètement au moins une fois par an par la société qui les a fournis, ou par une société ou un organisme spécialisé. D'autre part, les installations électriques et l'éclairage de sécurité doivent être vérifiés une fois tous les cinq ans par un organisme agréé. Les certificats ainsi délivrés doivent être tenus à la disposition des services de contrôle.

**betreffende "de brand in de opslagplaats van het station Ukkel-Kalevoet".**

**De heer Emmanuel De Bock (DéFI)** (in het Frans).- Een paar dagen geleden deed zich een zware brand voor in het station Ukkel-Kalevoet.

*Klopt het dat de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp (DBDMH) in het geval van dit specifieke station al gewaarschuwd had voor instortingsgevaar?*

*Heeft de DBDMH een idee van de toestand in alle Brusselse stations, waarvan er enkele verwaarloosd zijn? Stellen er zich gevaren voor de Brusselaars en andere reizigers?*

*Wie zal er instaan voor de kosten van de vervuiling die de brand heeft veroorzaakt? Zal het gewest de NMBS en Infrabel aansprakelijk trachten te stellen?*

**De heer Pascal Smet, staatssecretaris** (in het Frans).- Op vraag van de gemeente Ukkel stelde de DBDMH een preventieverslag op in verband met de inrichting van twee lokalen van het vroegere station Kalevoet, waar een opslagplaats voor voedingsmiddelen komt.

*Na zijn inspectie in december 2017 bracht de DBDMH een gunstig advies uit, waarbij wel werd aangestipt dat er pas verbouwd kan worden na overleg met de dienst en dat de brandbestrijdingsmiddelen, de verwarmings- en elektrische installaties en de noodverlichting regelmatig moeten worden gecontroleerd.*

137

Les recommandations formulées dans le certificat doivent recevoir immédiatement une suite adéquate. Le risque d'effondrement n'a pas été déterminé à l'avance, mais résulte de l'incendie. Je vous transmettrai le rapport.

Plus globalement, comme l'établit l'analyse des risques du Siamu, les risques liés au réseau ferroviaire sont pris en considération dans un volet additionnel au plan général d'urgence et d'intervention (PGUI) de la Région, intitulé "Réseau ferroviaire de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale", dont la dernière version date d'août 2013. L'ensemble des gares, points d'arrêt non gardés et points critiques y disposent de fiches d'actions multidisciplinaires. Ce plan pointe certaines infrastructures comme plus "critiques", soit parce qu'y transite un nombre important de voyageurs, soit parce qu'elles comptent en leur sein ou jouxtent des installations particulières, soit parce qu'elles présentent des particularités dont il convient de tenir compte.

Sur cette base, le Siamu a développé des plans préalables d'intervention pour les infrastructures représentant des risques spécifiques en matière de sécurité incendie, ce qui n'est pas le cas du point d'arrêt Uccle-Calevoet. Le Siamu dispose en outre d'un accès à la plate-forme Emergency@Infrabel qui lui permet, le cas échéant, de disposer des informations utiles pour accéder en tout point au réseau ferroviaire de la Région.

Je rappelle qu'il incombe aux bourgmestres d'inventorier et d'analyser les risques présents sur leur territoire. Le Siamu les appuie dans cette démarche, notamment lorsqu'il constate, lors d'une visite de prévention ou d'une intervention, des manquements graves à la sécurité, par exemple à l'occasion d'une intervention incendie dans un bâtiment abandonné et squatté. Dans ce cas, un courrier est systématiquement adressé au bourgmestre de la commune concernée pour signaler le problème.

Il est donc important de rappeler ici la compétence et la responsabilité du bourgmestre. De même, la responsabilité de la détection et du suivi des propriétés inoccupées est principalement du ressort de la commune.

Les pompiers rédigent un rapport pour toutes les interventions incendie, mais sans inclure d'éléments liés à la pollution. Tout ce qui concerne le contrôle et la verbalisation de la pollution relève de la responsabilité de Bruxelles Environnement. Par conséquent, je vous invite à interpeller mon collègue chargé de l'environnement.

139

Pour les coûts liés à l'opération, qui diffèrent des coûts à la société en général, en cas de pollution visée à l'article 11, paragraphe 1, point 4, de la loi sur la sécurité civile, le Siamu est tenu de récupérer les coûts occasionnés à son service auprès de l'exploitant qui a causé le dommage ou est à l'origine de la menace imminente de dommage, ou auprès du propriétaire des produits incriminés.

*Van instortingsgevaar was er toen nog geen sprake, dat was er pas na de brand. Ik zal u het verslag bezorgen.*

*Daarnaast bevat het algemeen nood- en interventieplan van het gewest een extra luik met een risicoanalyse van het spoorwegnet in zijn geheel. De meest recente versie dateert van augustus 2013. Het bevat onder meer een lijst van gebouwen en installaties die extra aandacht vergen vanwege het hoge aantal reizigers dat er passeert of vanwege andere bijzonderheden.*

*Voor spoorweginfrastructuur die brandgevoelig is, ontwikkelde de DBDMH speciale interventieplannen. Het station Ukkel-Kalevoet valt daat niet onder.*

*Het is aan de burgemeesters om problemen op hun grondgebied op te lossen. De DBDMH ondersteunt hen hierbij door zware gebreken die bij controles of interventies worden vastgesteld, te signaleren. Voor informatie met betrekking tot de vervuiling die de brand veroorzaakte, kunt u terecht bij de minister van Leefmilieu.*

*De DBDMH moet de kosten van de interventie in geval van vervuiling terugvorderen van de uitbater die de schade veroorzaakte of van de eigenaar van de producten die aan de basis ervan lagen. Deze is niet verplicht de kosten te betalen als hij kan bewijzen dat de schade veroorzaakt is door een derde of het gevolg is van het niet respecteren van overheidsrichtlijnen.*

L'exploitant ou le propriétaire n'est pas tenu de supporter les coûts lorsqu'il est en mesure de prouver que le dommage ou la menace imminente de sa survenance :

- est le fait d'un tiers, en dépit de mesures de sécurité appropriées ;

- ou résulte du respect d'un ordre ou d'une instruction d'une autorité publique.

Le Siamu peut se constituer partie civile uniquement si l'intervention a causé à son service ou ses agents un préjudice dont l'origine se trouve dans un fait délictueux tel qu'un incendie volontaire. L'article 1382 du Code civil s'applique à cet égard, à savoir que les conditions suivantes doivent être réunies : faute d'un tiers, préjudice au Siamu et lien de causalité entre la faute et le préjudice.

<sup>141</sup> **M. Emmanuel De Bock (DéFI).**- La réponse du ministre me permet de prendre connaissance de la procédure. Ce fait divers est l'occasion de se demander ce qu'il arrive à l'ensemble de nos gares, sachant que plusieurs de ces annexes peuvent représenter un danger pour la population du fait de l'entreposage de produits chimiques.

Je retiens que le Siamu peut récupérer les coûts de son intervention et les coûts causés aux tiers. Il faudrait demander au Siamu de faire cet effort. En effet, la SNCB et Infrabel abandonnent les gares bruxelloises. D'après la réponse du bourgmestre à une question que je lui avais posée lors du dernier conseil communal, l'immeuble était squatté.

Or, les bourgmestres ne peuvent prendre aucune mesure contre l'abandon de ces gares parce qu'elles appartiennent au domaine public de la SNCB et d'Infrabel. Les communes et la Région pourraient mener une action conjointe dans ce domaine. À tout le moins, face à ce que les interventions des différents services coûtent en moyens humains à la Région bruxelloise, nous pourrions faire en sorte que la SNCB et Infrabel assument l'entièreté des frais générés par l'incendie. Il est en effet manifestement dû à leur négligence, à l'absence de sécurisation des lieux et au fait d'avoir permis de facto à des squatteurs d'occuper ces anciennes annexes.

Je voudrais souligner l'importance de la prévention. Elle est moins coûteuse pour notre Région d'un point de vue financier et environnemental. En ces temps où nous manquons toujours d'argent, nous voyons à quel point ces types de dommages sont bien plus coûteux pour la collectivité qu'il n'y paraît.

- *L'incident est clos.*

<sup>145</sup> **DEMANDE D'EXPLICATIONS DE MME LEILA AGIC**  
<sup>145</sup> **à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce**

*De DBDMH kan zich alleen burgerlijke partij stellen als het om een strafbaar feit gaat, zoals opzettelijke brandstichting.*

**De heer Emmanuel De Bock (DéFI)** (in het Frans).- *Ik verneem dus dat de DBDMH de kosten van de interventie kan terugvorderen, wat de dienst zeker zou moeten doen. De NMBS en Infrabel verwaarlozen de Brusselse stations. Ik weet van de burgemeester dat het gebouw in kwestie gekraakt was.*

*Tegen de verwaarlozing van de stations kunnen burgemeesters echter niets ondernemen, omdat ze tot het openbare domein van de NMBS en Infrabel behoren. De gemeenten en het gewest zouden hier gezamenlijk moeten optreden en ervoor moeten zorgen dat de NMBS en Infrabel opdraaien voor de kosten van de brand.*

- *Het incident is gesloten.*

**VRAAG OM UITLEG VAN MEVROUW LEILA AGIC**  
aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen,

extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente,

145 concernant "les discriminations et insultes sexistes que subissent les pompières".

145 **DEMANDE D'EXPLICATIONS JOINTE DE M. HICHAM TALHI,**

145 concernant "la diversité de genre au Siamu".

149 **Mme Leila Agic (PS).**- Les pompières représentent moins de 1 % du corps des pompiers à Bruxelles, soit seulement onze femmes sur un total de 1.122 pompiers. Elles ont récemment témoigné dans la presse du fait qu'elles n'avaient pas le droit de tutoyer les hommes ni de donner leur numéro de téléphone professionnel aux architectes lors des interventions, par exemple. Ces interdictions ne concernent pas leurs collègues masculins.

Une pompière a dit avoir été victime de diverses agressions sexuelles telles que des mains aux fesses ou à la poitrine. Les pompières se plaignent également du fait que la plupart des douches et sanitaires sont mixtes. C'est intolérable pour leur intimité et le respect de leurs différences.

La caserne de Schaerbeek est munie d'une chambre et d'un sanitaire séparés pour les femmes. Cependant, la pompière affectée à cette caserne nous a fait savoir que la chambre et le sanitaire non mixtes étaient occupés par des pompiers qui en ont pris possession à son arrivée. Elle a dû se battre auprès de sa hiérarchie pour y avoir un accès exclusif, et cela a pris beaucoup de temps.

Une pompière d'origine congolaise a fait savoir qu'elle avait été la victime et le témoin de plusieurs comportements racistes parmi les pompiers de Bruxelles, dont des insultes racistes écrites sur le casque d'un aspirant pompier, ou une banane lancée sur un patient d'origine subsaharienne dans l'enceinte d'un hôpital bruxellois.

Les remarques sexistes sont nombreuses. Par exemple, un pompier demande à son collègue "Où est ta boniche ?", puis se retourne et regarde sa collègue pompière pour s'exclamer "Ah, elle est là !". C'est inacceptable !

151 Pire encore, une pompière a expliqué qu'une photo de sa poitrine avait été utilisée dans une présentation qui passait sur les écrans de la caserne, avec l'inscription "Maintenant, j'ai votre attention". Elle a demandé de retirer la photo, mais cela n'a pas été fait avant qu'elle ne monte jusqu'à la direction. Il lui a même été rétorqué qu'elle n'avait pas d'humour.

Ces faits de sexisme, de racisme et de discrimination sont inacceptables au sein d'un service public. Des mesures concrètes doivent être rapidement prises pour y mettre fin.

**Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,**

betreffende "discriminatie en seksistische beledigingen gericht tegen brandweervrouwen".

**TOEGEVOEGDE VRAAG OM UITLEG VAN DE HEER HICHAM TALHI,**

betreffende "de genderdiversiteit bij de DBDMH".

**Mevrouw Leila Agic (PS)** (in het Frans).- *Brandweervrouwen maken slechts 1% van de Brusselse brandweer uit. Onlangs getuigden ze in de media dat ze mannen niet mogen tutoyeren of hun professionele telefoonnummer tijdens interventies niet aan architecten mogen geven, terwijl die beperkingen niet voor mannen gelden.*

*Een brandweervrouw liet optekenen dat ze meermaals te maken kreeg met handtastelijkheden en er werd ook geklaagd over het feit dat het merendeel van de toiletten gemengd is.*

*De brandweerkazerne van Schaerbeek heeft een aparte kamer en sanitaire voorzieningen voor vrouwen, maar de vrouw die er werkte, liet weten dat die sinds haar komst door mannelijke collega's werden gebruikt. Het had heel wat voeten in de aarde voordat mannen de toegang werd ontzegd.*

*Een brandweervrouw met Congolese roots zei dat ze het slachtoffer is van racisme en meermaals getuige was van racistische uitingen door haar collega's.*

*Erger nog, een brandweervrouw vertelde dat een foto van haar borsten in de kazerne werd gebruikt met het opschrift "Nu heb ik uw aandacht". De foto werd pas na een klacht bij de directie verwijderd. Ze kreeg zelfs te horen dat ze geen gevoel voor humor had.*

*Er moeten snel maatregelen komen tegen zulke onaanvaardbare uitingen van seksisme, racisme en discriminatie bij een overheidsdienst. Welke straffen werden de voorbije vijf jaar voor seksisme opgelegd?*

Quelles sanctions ont été infligées pour des faits de sexisme ? Possédez-vous les chiffres relatifs aux sanctions infligées pour de tels faits sur les cinq dernières années ?

Un audit sur les questions de discrimination et de diversité serait mené au sein du Siamu avec la participation de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (IEFH). Pourriez-vous me fournir le calendrier de l'organisation de cet audit et la date de publication des résultats ?

Le formulaire de plainte a été rendu plus visible sur l'intranet, alors qu'il était caché auparavant. Quel est le nombre de plaintes déposées depuis l'augmentation de sa visibilité, en comparaison avec la situation antérieure ?

Dans la note de genre analysée le 1er décembre dernier et relative au Siamu, nous avons constaté que les mesures mises en avant se résumaient à des menus alimentaires adaptés aux hommes et aux femmes. Il est indiqué qu'il y a lieu de rénover les bâtiments anciens en proposant des sanitaires et vestiaires tant pour les hommes que pour les femmes.

Cela démontre un manque de volonté réelle de mener à bien cette politique genrée. Qu'avez-vous mis en œuvre pour que le Siamu intègre réellement la dimension du genre dans le cadre de compétences et de missions publiques ?

153 Où en est l'installation des douches, sanitaires et vestiaires accessibles aux femmes dans toutes les casernes de la Région de Bruxelles-Capitale telle qu'annoncée dans la note de genre ? Quels sont le budget et le calendrier prévus à cet effet ?

Pourriez-vous nous donner le nombre de pompières et de pompiers volontaires en Région de Bruxelles-Capitale ?

Le nombre de pompières est très peu élevé en comparaison avec celui des pompiers, et les faits relatés dans la presse risquent de dissuader celles qui souhaiteraient postuler. Un travail de promotion de ce métier sera-t-il mené spécifiquement à l'intention des femmes ?

155 **M. Hicham Talhi (Ecolo).**- Ce 8 mars, les citoyens ainsi que les hommes et femmes politiques ont réaffirmé à l'unisson l'importance des droits des femmes partout dans le monde, y compris dans notre pays. À cet égard, en tant qu'élu du peuple et organisme public, nous avons le devoir de montrer l'exemple.

Le 4 février 2020, en commission de l'égalité des chances et des droits des femmes, je vous interpellais sur la diversité de genre au sein du Service d'incendie et d'aide médicale urgente (Siamu). Vous nous aviez dit que des tests d'aptitude physique et de recrutement adaptés seraient mis en place, qui nous permettraient de recruter plus de femmes parmi les pompiers.

Vous aviez ensuite insisté sur l'importance de la communication en matière de réglementation, de congés parentaux, de congés de grossesse, etc. Vous aviez également déclaré : "Pour le prochain recrutement, il faudra en effet créer un groupe de

*Er zou een audit over discriminatie en diversiteit bij de Brusselse brandweer komen. Wanneer mogen we de resultaten verwachten?*

*Hoeveel klachten zijn er ingediend sinds het klachtenformulier prominenter op het internet staat?*

*In de gendernota die we op 1 december bespraken, was alleen sprake van aangepaste menu's voor mannen en vrouwen. Er stond ook dat oude gebouwen een renovatie met sanitair en kledkamers voor zowel mannen als vrouwen moeten krijgen.*

*Wat doet u om de brandweer aan te zetten tot een genderbeleid die naam waardig?*

*Hoe zit het met de installatie van sanitaire voorzieningen en kledkamers voor vrouwen in alle kazernes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest?*

*Hoeveel vrijwillige brandweermannen en -vrouwen telt het gewest?*

*Er zijn weinig brandweervrouwen in verhouding tot het aantal brandweermannen en de mediaberichten dreigen een ontradend effect te hebben. Worden er campagnes gevoerd om het beroep bij vrouwen populairder te maken?*

**De heer Hicham Talhi (Ecolo)** (in het Frans).- *Op 4 februari 2020 zei u dat er aangepaste selectieproeven zouden komen voor vrouwen die bij de brandweer willen werken. U beklemtoonde het belang van communicatie over de reglementering, ouderschaps- en zwangerschapsverlof enzovoort. Voorts wou u voor de volgende rekruteringsgolf een multidisciplinaire werkgroep oprichten en vrouwen warm maken om bij de brandweer te gaan.*

*Uit een vraag van federaal parlementslid Chanson aan de minister van Binnenlandse Zaken is gebleken dat de civiele bescherming geen selectieproeven vergelijkt en dat België slechts 376 brandweervrouwen telt, tegenover 16.937 brandweermannen. Het federale geschiktheidstest is weliswaar een vereiste, maar elke hulpzone kan aanvullende proeven organiseren en dat blijkt in het nadeel van vrouwen te spelen.*

travail pluridisciplinaire et mettre en avant la possibilité pour les femmes de travailler comme pompières."

Ma collègue à la Chambre, Mme Chanson, a interrogé la ministre de l'intérieur afin d'obtenir la comparaison (benchmark) des épreuves de recrutement exigées par les zones de secours, ainsi que le nombre de pompières par zone. Il en est ressorti que la sécurité civile n'effectuait pas de comparaison des épreuves de recrutement et que notre pays comptait 376 pompières pour 16.937 pompiers. J'insiste sur cet élément de ma question. En effet, si le certificat d'aptitude fédéral (CAF) est une condition préalable, chaque zone de secours peut organiser des tests complémentaires, et c'est là que l'on constate une différence notable au détriment des femmes, qui découle de la manière dont ces mêmes tests sont organisés.

<sup>157</sup> Il importe donc que vous nous répondiez sur les modifications que vous comptez apporter à ces tests et que vous aviez évoquées l'année passée.

Un bon d'achat octroyé aux pompières pour les bottines de cérémonie donne droit à un modèle pour homme, dont le prix est bien inférieur au modèle pour femme. Cet élément confirme les différences de traitement entre les hommes et les femmes au Siamu.

Avez-vous pris contact avec d'autres zones de secours, notamment celles de Hainaut Centre et Luxembourg qui comptent respectivement 26 et 33 pompières, afin de voir ce qu'il y est fait pour faciliter les tests de recrutement ?

Qu'est-ce qui a été modifié dans les tests supplémentaires au certificat d'aptitude fédéral (CAF) qui sont laissés à la discrétion des zones de secours ? Qu'est-ce qui a été mis en place pour que les femmes soient moins discriminées dans ces tests ? Par exemple, une épreuve consiste à déplacer un sac de plus de 70 kg. Il ressort, après de nombreux entretiens, que cette épreuve n'est absolument pas fondamentale. Ce test est donc discriminant car, de facto, des femmes de petit gabarit ne peuvent pas le réussir.

Le site du Siamu, même s'il reflète désormais la diversité bruxelloise, ne contient pas de section renseignant les droits en matière de congés parentaux. De plus, en interne, rien n'est mis en place en cas de maternité des pompières. Pouvez-vous nous renseigner à ce sujet ?

Où en est la mise en place du plan d'action en matière de genre et du groupe de travail pluridisciplinaire pour les recrutements ?

Pourquoi n'est-il pas possible pour les pompières de commander des chaussures de cérémonie adaptées aux femmes sans devoir payer de supplément ?

Faisant suite à l'article de presse où des pompières dénonçaient des faits de sexisme, l'une d'elles a été convoquée pour un rapport disciplinaire et s'est vu infliger une sanction. Comment se fait-il

*Daarom is het belangrijk dat u ons uitlegt hoe u de selectieproeven wil wijzigen.*

*Vrouwelijke brandweermannen krijgen een aankoopbon voor mannenschoenen, die veel minder kosten dan het model voor vrouwen. Daaruit blijkt dat de gelijkheid tussen mannen en vrouwen nog geen feit is bij de brandweer.*

*Hebt u met andere hulpzones gesproken over de aanpak van de selectieproeven? In Henegouwen en Luxemburg gaan er meer vrouwen in dienst bij de brandweer.*

*Wat is er veranderd aan de aanvullende tests die de hulpzones zelf mogen organiseren? Op de website van de Brusselse brandweer staat geen informatie over ouderschapsverlof. Ook intern is er niets geregeld voor brandweervrouwen die moeder worden.*

*Hoe zit het met het genderactieplan en de multidisciplinaire rekruteringswerkgroep?*

*Waarom kunnen brandweervrouwen geen aangepast ceremonieel schoeisel kopen zonder zelf een deel bij te leggen?*

*Hoe komt het dat brandweervrouwen een straf krijgen nadat ze interne problemen aan de kaak hebben gesteld?*



que des pompières se retrouvent sanctionnées pour avoir dénoncé des dysfonctionnements internes ?

159

**M. Pascal Smet, secrétaire d'État.**- Le régime disciplinaire pour les agents opérationnels est contenu dans l'arrêté du gouvernement relatif à cette matière. Pour les agents administratifs, il s'agit du régime contenu dans l'arrêté du gouvernement portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles.

Ces cinq dernières années, sept enquêtes disciplinaires pour soupçon de non-respect de la législation antidiscrimination ont été ouvertes. Vu le caractère confidentiel des procédures disciplinaires, nous n'avons pas pu obtenir de plus amples informations concernant la nature du contenu des dossiers. Les sanctions disciplinaires peuvent être le rappel à l'ordre, le blâme, la retenue de traitement, la suspension disciplinaire, la régression barémique, la rétrogradation, la démission d'office et la révocation.

L'audit réalisé par Moore Business Consulting est en cours. D'ici quelques semaines, il sera présenté en exclusivité à la commission. Un autre bureau réalise en ce moment un audit sur le problème de sexisme, soulevé par la presse. Il sera également présenté à la commission en même temps que le premier.

Le formulaire de plainte a été rendu plus visible le 20 janvier 2021. Il est difficile de se prononcer sur une période si courte. En 2020, six plaintes ont été enregistrées ; en 2021, trois plaintes ont été introduites à ce jour.

Outre les recommandations concernant l'achat des aliments nécessaires à la préparation des repas de la cantine du Siamu, la note de genre contient des recommandations concernant l'adaptation des infrastructures dans la caserne d'état-major et les postes avancés.

161

Je communiquerai davantage d'informations sur l'adaptation des infrastructures plus loin dans ma réponse.

Comme le prévoit l'ordonnance portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale, le Siamu a établi un plan d'action sur l'approche intégrée de la dimension de genre en collaboration avec equal.brussels. Ce plan comprend notamment des actions liées à l'analyse des procédures d'embauche et aux tests d'aptitude physique sous l'angle du genre, des formations sur la diversité et la lutte contre les discriminations pour le personnel du service des ressources humaines, des campagnes de sensibilisation internes, une clarification du cadre de travail en matière de parentalité et de grossesse et une adaptation des équipements.

Le conseil de direction du Siamu a décidé en décembre 2020 d'appliquer l'écriture inclusive dans tous les documents officiels et stratégiques des pompiers.

**De heer Pascal Smet, staatssecretaris (in het Frans).**- *De voorbije jaren zijn er zeven discipline onderzoeken over inbreuken op de antidiscriminatiewetgeving gevoerd. De mogelijke tuchtstraffen zijn terechtwijzing, vermaning, inhouding van wedde, tuchtchorsing, lagere inschaling, terugzetting in graad, ontslag van ambtswege en afzetting.*

*Moore Business Consulting werkt aan een doorlichting. Een ander bedrijf werkt aan een doorlichting over het seksisme probleem. De resultaten worden binnenkort aan de commissie voorgesteld.*

*Het klachtenformulier staat nog maar sinds 20 januari prominenter op de website, waardoor we er nog niet veel over kunnen zeggen. In 2020 waren er zes klachten, dit jaar tot nu toe drie.*

*In de gendernota staan niet alleen aanbevelingen over het menu, maar ook over de infrastructuraanpassingen in de kazernes.*

*Zoals de ordonnantie over de integratie van de genderdimensie in het beleid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorschrijft, heeft de Brusselse brandweer in samenwerking met equal.brussels een actieplan voor de geïntegreerde benadering van de genderdimensie opgesteld. Het omvat de analyse van de rekruteringsprocedures en de fysieke selectieproeven, opleidingen over diversiteit en de strijd tegen discriminatie, interne bewustmaking, een verduidelijking van de regels over ouder- en zwangerschap en aangepaste uitrusting.*

*De directieraad besliste in december 2020 om in alle officiële documenten genderneutrale spelling te gebruiken.*

*Begin maart 2021 volgde het topmanagement een opleiding over diversiteit en discriminatiebestrijding. In de loop van het jaar krijgen alle officieren en instructeurs zo'n opleiding.*

*Er komt een nieuw diversiteitsplan op basis van de audit van Moore Business Consulting.*

Au début du mois de mars 2021, les cadres supérieurs ont suivi une formation sur la diversité et la lutte contre la discrimination, organisée par Moore Business Consulting et l'asbl Trace. Ces formations seront organisées dans le courant de l'année à l'attention de tous les officiers et instructeurs, aussitôt que les mesures sanitaires le permettront.

Les recommandations formulées dans le cadre de l'audit de Moore Business Consulting seront évidemment intégrées dans le nouveau plan de diversité que je me suis engagé à rédiger sur la base de cet audit.

La législation sociale prévoit que les locaux sociaux tels que les douches, les sanitaires et les vestiaires sont dédiés, c'est-à-dire mis à la disposition d'une seule catégorie de personnel, soit féminin, soit masculin. Les salles de repos ne sont pas concernées par cette mesure et peuvent donc être mixtes, ce qui est le cas partout à l'exception de la salle de repos des pompières de l'état-major.

<sup>163</sup> Cependant, je suis convaincu qu'il faut aller au-delà de ce qui est strictement prévu par la législation et sensibiliser la direction du Siamu à la nécessité de salles de repos séparées.

J'ai visité la caserne de l'état-major et rencontré les postes avancés au début de mon mandat. J'avais exprimé le souhait de permettre l'accès à une salle de repos exclusivement réservée aux femmes, tout en laissant également la possibilité d'accès à une salle de repos mixte.

À l'époque de la construction de la plupart des bâtiments du Siamu, il n'y avait pas de femmes dans le service. Depuis plusieurs années, des mesures sont en cours pour adapter l'infrastructure aux besoins spécifiques des pompières.

Voici l'état des lieux des aménagements réalisés pour les femmes dans les postes avancés et à l'état-major du Siamu.

À l'état-major, aux deuxième et troisième étages du bâtiment Héli 1, c'est-à-dire aux mêmes étages que ces espaces prévus pour les hommes, des espaces de vestiaire et de douche dédiés au personnel féminin ont été installés. Les travaux du deuxième étage ont été achevés en juin 2020 et ceux du troisième étage fin 2020. Le coût s'élève à 120.000 euros TVA comprise.

Des toilettes séparées pour les hommes et les femmes sont présentes depuis la construction du bâtiment.

Au poste avancé du service incendie (PASI) Brien, un espace sanitaire (toilettes et douches) ainsi qu'un vestiaire réservés aux femmes ont été intégrés dès la construction en 2013.

Au PASI Cité, un espace sanitaire ainsi qu'un vestiaire réservés aux femmes ont été intégrés dès la construction en 2016.

Au PASI VUB, les sanitaires de ce poste ont été intégralement rénovés. Le chantier a été réceptionné en avril 2019. À l'occasion de ces travaux, un espace douches et toilettes a été réservé aux

*Volgens de sociale wetgeving moeten er aparte douches, sanitair en kleedkamers voor vrouwen en mannen zijn. Dat geldt echter niet voor ontspanningsruimtes: die zijn gemengd.*

*Het is mijn overtuiging dat we verder moeten gaan en de brandweerdirectie moeten overtuigen van de nood aan gescheiden ontspanningsruimtes, al betekent dat niet dat er daarnaast geen gemeenschappelijke ruimte mag zijn.*

*Toen de kazernes werden gebouwd, waren er nog geen vrouwen bij de brandweer, maar sinds een aantal jaar wordt er werk gemaakt van de aanpassing van de infrastructuur.*

*Op de tweede en derde verdieping van het hoofdgebouw van de brandweer zijn er vrouwenkleedkamers en -douches. De werken op de tweede verdieping werden in juni 2020 afgerond en die op de derde verdieping op het einde van 2020. Aparte toiletten voor vrouwen en mannen waren er al altijd.*

*Brandweerpost Brien en brandweerpost Cité hebben al sinds de ingebruikname apart sanitair en aparte kleedkamers voor vrouwen. Brandweerpost VUB en brandweerpost UCL kregen in 2019 nieuw sanitair, met aparte douches en toiletten voor vrouwen. De kleedkamers zijn er nog gemeenschappelijk.*

femmes. Le coût s'élève à 115.000 euros. Les vestiaires sont actuellement communs.

<sup>165</sup> Au PASI UCL, les sanitaires ont été intégralement rénovés. Le chantier a été réceptionné en mars 2019. À l'occasion de ces travaux, d'un montant de 90.000 euros, un espace douches et toilettes a été réservé aux femmes. Les vestiaires sont actuellement communs.

Le PASI Delta est devenu beaucoup trop petit pour les besoins du Siamu. Un projet, actuellement au stade de l'instruction de la demande de permis, a été développé pour créer un nouveau poste avancé sur la parcelle voisine. Le projet prévoit les espaces de sanitaires et vestiaires dédiés aux femmes dans une optique d'évolution du nombre de femmes, avec une structure pouvant facilement être modifiée pour ajouter une douche ou de la superficie supplémentaire pour les vestiaires. Sa construction est prévue en 2023. Dans le poste actuel, il n'est malheureusement pas possible de créer des espaces spécifiques.

Le PASI Chênaie est vétuste. Un projet de rénovation et réaménagement complet a été développé. Le chantier doit démarrer en avril 2021. Un espace sanitaire et vestiaire dédié aux femmes y est prévu.

La construction d'un nouveau PASI à Anderlecht se trouve au stade de l'avant-projet. Les espaces dédiés aux femmes y suivent la même logique évolutive qu'à Delta. Dans le poste actuel, un espace sanitaire réservé aux femmes a été créé en 2018 et les vestiaires sont communs.

Le PASI Saint-Pierre a été intégralement rénové en 2019. Un espace commun (sanitaires, vestiaires, salle de repos) réservé aux femmes y a été créé.

Le PASI Sainte-Élisabeth est un petit poste de deux personnes. Étant donné l'exiguïté des locaux, il a été choisi de ne pas créer d'espaces séparés. Le personnel doit donc y être composé soit de deux hommes, soit de deux femmes, selon les rôles de garde.

<sup>167</sup> Le PASI Saint-Michel a été créé en septembre 2020. Il s'agit d'un petit poste de deux personnes. Au vu de l'exiguïté des locaux, il a été choisi de ne pas créer d'espaces séparés. Le personnel de garde doit donc y être composé soit de deux hommes, soit de deux femmes, selon les rôles de garde.

Nous pouvons donc constater que, globalement, les choses ont évolué positivement ces dernières années. Dans les postes existants, la priorité a été accordée à la création d'espaces sanitaires (douches, toilettes) réservés aux femmes. Il s'agit maintenant de trouver des solutions pour la création de vestiaires séparés à Anderlecht, à l'UCL et à la VUB.

À Delta, le manque d'espace rend cette réflexion plus difficile. Il faudra donc attendre la nouvelle caserne en 2023 pour régulariser la situation. Rappelons qu'il n'existe pas de pompiers volontaires à Bruxelles, mais uniquement des pompiers professionnels.

*Brandweerpost Delta is te klein geworden en verhuist op termijn naar een nieuw gebouw op het belendende perceel, met sanitair en kledkamers voor vrouwen. In het huidige gebouw is helaas geen plaats voor aparte voorzieningen.*

*Brandweerpost Eikenbos is uitgeleefd en wordt uitgebreid gerenoveerd, met sanitair en een kledkamer voor vrouwen.*

*De nieuwe brandweerpost Anderlecht zit nog in de voorontwerpfase. De oude post heeft sinds 2018 apart sanitair, maar de kledkamers zijn gemeenschappelijk.*

*Brandweerpost Sint-Pieter kreeg bij de renovatie in 2019 sanitair, kledkamers en een ontspanningsruimte voor vrouwen.*

*Brandweerpost Sint-Elisabeth en brandweerpost Sint-Michiel zijn erg klein en hebben geen aparte ruimtes. Er moeten dus telkens twee mannen of twee vrouwen aan het werk zijn.*

*Over het algemeen ging het de voorbije jaren dus de goede kant op. Nu moeten de brandweerposten van Anderlecht, UCL en VUB nog aparte kledkamers krijgen.*

*Een imagocampagne voor vrouwen maakt deel uit van het nieuwe diversiteitsplan en de volgende rekruteringscampagne. De brandweer zal dan ook rekening houden met de aanbevelingen van Moore Business Consulting.*

*Er loopt trouwens ook een onderzoek naar het seksisme waarover de media berichtten.*

Un travail de promotion spécifiquement pour les femmes est prévu dans le cadre du nouveau plan de diversité et de la prochaine procédure de recrutement. Le Siamu tiendra compte à cette occasion des recommandations formulées par Moore Business Consulting.

Un audit est en cours et les recommandations émises seront traduites dans un plan d'action opérationnel. Les propos sexistes évoqués par la presse font par ailleurs l'objet d'un examen.

<sup>169</sup> **Mme Leila Agic (PS).**- M. le secrétaire d'État, je vous félicite tout d'abord pour l'utilisation de l'écriture inclusive. J'espère que votre exemple sera suivi dans d'autres administrations bruxelloises.

Je vous remercie d'avoir dressé la liste des aménagements réalisés à ce jour. Selon les témoignages, l'important est que ces aménagements et le sens qu'on leur donne soient respectés par tous et donc que la hiérarchie puisse imposer leur respect.

Ensuite, malgré les nombreux témoignages de ces dernières années, les articles de presse, les multiples questions posées au sein de notre parlement sur des faits de sexisme et de discrimination, cette ambiance persiste.

Nous nourrissons beaucoup d'espoir quant à l'audit. Ce qui importe, c'est évidemment la force politique qui sera fournie pour régler les problèmes soulevés par cet audit.

En ce qui concerne la proportion de femmes, je rejoins mon collègue M. Talhi : il faut davantage de femmes dans nos casernes. Tant qu'il y aura une majorité d'hommes, il sera extrêmement difficile de lutter contre le sentiment de masculinité toxique qui y règne et que les faits relatés attestent. L'audit seul ne pourra pas tout régler. Il faudra concentrer toute notre énergie sur l'engagement. Tout n'est pas en notre pouvoir à ce niveau, mais nous pouvons faire en sorte que la situation évolue dans ce sens.

<sup>171</sup> Enfin, je voudrais revenir sur les sanctions adressées aux possibles lanceuses d'alerte dénonçant des discriminations. Mon groupe sera très attentif à ce que des personnes relatant des faits aussi graves ne soient pas sanctionnées, a fortiori lorsqu'on n'a pas pu les protéger contre ces agissements.

<sup>173</sup> **M. Hicham Talhi (Ecolo).**- Quelles sont les modifications concrètes apportées aux épreuves ?

Vous avez évoqué la formation de la hiérarchie à la diversité et aux sensibilités de genre. Pourtant, les personnes qui ont témoigné dans la presse sont sous le coup d'une procédure pour atteinte à l'image du Siamu. Des officiers supérieurs ont décidé de sanctionner des agents qui se sont simplement exprimés. C'est intolérable, car d'autres agents ayant commis des faits bien plus graves n'ont toujours pas été sanctionnés ou n'ont écopé que d'un blâme.

**Mevrouw Leila Agic (PS)** (in het Frans).- *Ik wil u eerst en vooral feliciteren met uw genderneutrale spelling. Ik hoop dat dat voorbeeld navolging krijgt in andere Brusselse instellingen.*

*Volgens de getuigenissen in de media is het vooral belangrijk dat de hiërarchie het aparte gebruik van de beschikbare ruimtes afdwingt.*

*Ondanks alle aandacht van de voorbije jaren, houdt de sfeer van seksisme en discriminatie bij de brandweer aan.*

*We vestigen onze hoop op de doorlichting, maar het komt er natuurlijk op aan om iets met de resultaten te doen.*

*Net als de heer Talhi vind ik dat de brandweer meer vrouwen moet aantrekken. Zolang mannen de meerderheid vormen, zal de strijd tegen de toxische masculiniteit moeizaam blijven verlopen.*

*Mijn fractie zal erop toezien dat klokkenluidsters geen tuchtstraf krijgen.*

**De heer Hicham Talhi (Ecolo)** (in het Frans).- *Hoe zijn de selectieproeven gewijzigd?*

*U zegt dat het management een diversiteits- en genderopleiding krijgt, maar er loopt een procedure tegen de klokkenluidsters omdat ze het imago van de brandweer hebben geschaad. Dat is onaanvaardbaar, want personeelsleden die zich aan veel zwaardere feiten schuldig hebben gemaakt, kregen geen tuchtstraf of niet meer dan een vermaning.*

*In de toekomst moeten brandweervrouwen aangepast schoeisel kunnen kopen zonder dat ze moeten bijpassen.*

S'agissant des bottines de cérémonie, j'aimerais qu'à l'avenir, les pompières puissent commander des bottines plus petites, certes plus chères, sur le budget du Siamu sans avoir à en payer elles-mêmes le surcoût.

Nous avons eu vent de films pornographiques visionnés dans les salles communes et de repos, payés sur les deniers publics, puisque achetés au moyen des abonnements internet des casernes.

<sup>175</sup> Telle est l'ambiance de travail dans certaines de nos casernes.

Tous ces éléments m'inquiètent, particulièrement le fait que des procédures disciplinaires sont lancées à l'encontre d'agents qui dénoncent pareils faits dans la presse. Je vous invite à prendre contact avec la direction du Siamu pour obtenir des réponses, parce que, pour nous, c'est inadmissible.

Je ne doute pas que vous vous soyez pleinement engagé, à travers l'audit, à améliorer la diversité de genre au Siamu, et vous avez tout notre soutien.

<sup>175</sup> **M. le président.-** Nous avons prévu dans notre agenda de discuter de l'audit le 4 mai en commission des affaires intérieures.

<sup>179</sup> **M. Hicham Talhi (Ecolo)-** Nous attendons avec impatience la présentation de cet audit, qui sera un moment important de la législature concernant ce dossier. Le secrétaire d'État pourra constater l'étendue des dégâts et l'ampleur de la tâche qui l'attend, mais je ne doute pas de sa volonté de mettre en œuvre cette réforme.

<sup>179</sup> **M. Pascal Smet, secrétaire d'État.-** Nous nous y sommes engagés et, quand j'annonce quelque chose, je le fais. Cependant, un changement de culture doit avoir lieu : il ne se fera pas d'un jour à l'autre.

Je compte retourner à Amsterdam dès que cela sera possible, car les pompiers font face au même problème là-bas. Ce sera un travail de longue haleine, mais nous allons nous atteler à cette tâche en priorité. Par rapport aux recommandations de la commission spéciale Siamu, qui a eu lieu lors de la précédente législature, nous avons déjà beaucoup avancé. Il reste beaucoup à faire, je le sais, mais cela sera fait.

<sup>183</sup> **M. Jamal Ikazban (PS)-** Étant donné que nous attendons avec impatience la présentation de cet audit et le rapport d'Unia, je me permets d'insister pour que les travaux de cette commission soient correctement organisés afin de ne pas manquer de temps le 4 mai.

<sup>183</sup> **M. le président.-** Ce sera le seul point à l'ordre du jour de notre commission ce jour-là.

*We hebben ook weet van porno die met belastinggeld werd aangekocht en vertoond in gemeenschappelijke ruimtes.*

*Dat is de sfeer die in sommige brandweerkazernes heerst.*

*Ik twijfel er niet aan dat u de genderdiversiteit bij de brandweer wilt verbeteren en u kunt op onze steun rekenen.*

**De voorzitter.-** De commissie Binnenlandse Zaken bespreekt de audit op 4 mei.

**De heer Hicham Talhi (Ecolo) (in het Frans)-** *We wachten vol ongeduld op de presentatie van de audit, waaruit ongetwijfeld zal blijken dat u nog veel werk hebt.*

**De heer Pascal Smet, staatssecretaris (in het Frans)-** *Er wordt al aan gewerkt, maar een mentaliteitswijziging breng je niet van de ene dag op de andere teweeg.*

**De heer Jamal Ikazban (PS) (in het Frans)-** *Ik dring erop aan de werkzaamheden van de commissie zo te organiseren dat we 4 mei voldoende tijd hebben.*

**De voorzitter.-** Die dag staat er niets anders op de agenda.

<sup>183</sup> **M. Pascal Smet, secrétaire d'État.**- M. le président, je suppose que nous entendrons tout d'abord une explication du rapport, ce qui prendra du temps. Cela m'étonnerait qu'une seule réunion suffise pour tout régler.

<sup>183</sup> **M. le président.**- Nous verrons dans le courant de la matinée et, si nécessaire, nous prévoyons d'autres réunions.

<sup>189</sup> - *Les incidents sont clos.*

**De heer Pascal Smet, staatssecretaris (in het Frans).**- *Mijnheer de voorzitter, de presentatie van het rapport vraagt tijd. Het zou me verbazen mocht een vergadering volstaan.*

**De voorzitter.**- We bekijken het die ochtend. Zo nodig beleggen we nieuwe vergaderingen.

- *De incidenten zijn gesloten.*